



COMMUNIQUE DE L'USP du 30 juin 2025

Dépérir, saigner, déconstruire

Alors que la Santé mentale est la grande cause 2025, l'USP dénonce une fois de plus la volonté de mettre à bas la psychiatrie publique.

M. Neuder à travers une série de propositions réunies dans le dossier de presse « Santé Mentale et Psychiatrie : repérer, soigner, reconstruire » paru en juin 2025, continue la politique de destruction volontaire de la prévention de la Santé mentale et du soin en psychiatrie.

Ce rapport n'apporte aucun espoir d'amélioration de l'offre de soins. Il est alimenté des mêmes éléments de langage mystifiants qui cherchent à cacher aux Français une spécialité exsangue car laissée pour compte par les dirigeants depuis des années.

Sa lecture prône la mise en place de différents moyens et dispositifs à budget constant.
Pour qui nous prend-on ? Où est le respect pour les patients ?

Aujourd'hui, nombre de services de psychiatrie publique ferment leurs portes, accélérant cette destruction voulue par une volonté néolibérale de rentabilité qui n'a pas sa place à l'hôpital public et encore moins en psychiatrie et pédopsychiatrie.

L'USP dénonce cette nouvelle opération de communication qui confine à l'imposture intellectuelle.

L'USP demande instamment :

- Une compensation des sous financements de la psychiatrie publique (garantie d'un budget global pérenne et à hauteur des besoins, pour chaque établissement).
- Un arrêt de la fermeture des services et des lits de psychiatrie notamment en recrutant des professionnels.
- Donner les moyens de la prévention, par le maintien ou la réouverture des lieux de consultation, et les moyens du soin à temps complet en soutenant l'hospitalisation complète, sans la livrer au privé lucratif.
- Le recrutement en nombre de psychologues cliniciens pour les secteurs de psy adulte et enfants-adolescents.

L'USP rappelle son opposition au dispositif « mon soutien psy », véritable imposture qui ne prend aucunement en compte la dimension temporelle psychothérapeutique au profit, à l'inverse, d'un leurre politique et médiatique (sélection des psychologues conventionnés, sélection du patient (critères d'exclusion à l'accès des ayants droits...)).

Monsieur Neuder, on ne peut pas réparer, soigner et reconstruire sans moyen humain et à budget contraint, c'est cela la réalité de la vraie vie.

Charles-Olivier PONS, président
Delphine GLACHANT, vice-présidente
Pierre PARESYS, vice-président